

Séminaire en financement international à l'université d'Ottawa



Le Droit, Armand Legault

Un groupe de personnes provenant des milieux diplomatique, universitaire et gouvernemental a participé à un stage de deux jours organisé par l'IDIC de l'université d'Ottawa et l'ACDI. M. André Levasseur (à droite), économiste à l'ACDI, s'adresse aux participants lors d'une séance où ceux-ci ont dû négocier le financement d'un projet hydro-électrique fictif.

L'Institut de développement international et de coopération (IDIC) de l'université d'Ottawa, en collaboration avec l'Agence de coopération et de développement international (ACDI), a offert les 5 et 6 avril derniers un séminaire exceptionnel concernant la gravité des problèmes financiers qui se posent actuellement aux pays du tiers monde. Des représentants des milieux diplomatiques, universitaires et gouvernementaux ont participé à cette rencontre. Le séminaire, destiné surtout aux ressortissants des pays en voie de développement, avait pour objectif de familiariser les participants avec les difficultés rencontrées lors de négociations sur le financement international de projets de développement.

Il se distinguait d'autres activités semblables par le fait que la dynamique de négociation était entièrement simulée sur ordinateur. MM. André Levasseur (ACDI) et Paul-André Rochon (IDIC) en étaient les animateurs.

Quelques thèmes abordés au cours du séminaire

On a beaucoup parlé dans les journaux des problèmes financiers qui se posent avec acuité aux pays en développement : énormes déficits de leur balance de paiements, service de la dette externe devenue insoutenable, réticence des marchés financiers à prêter davantage à ces pays déjà

excessivement endettés, renégociation de leurs dettes sous l'égide du Fond monétaire international (FMI), etc.

La crise mondiale, en mettant en évidence la gravité des problèmes de balance de paiement, n'a pas seulement contraint les gouvernements à prendre des mesures draconiennes, et la population de ces pays à réduire dramatiquement un niveau de vie déjà très bas. Elle a aussi remis en question les patients efforts déployés depuis dix ou quinze ans en faveur d'une politique de développement axée sur la croissance et la diversification de la production du tiers monde et sur la réduction de la dépendance économique : des investissements ont dû être retardés, faute de ressources financières, et la dépendance vis-à-vis de l'extérieur s'est accrue dans des proportions considérables. Or, au moment même où les pays en développement faisaient face à des besoins de devises plus pressants que jamais, le volume global du financement qui leur était offert avait tendance à stagner. La communauté financière internationale s'est efforcée, dans la mesure de ses moyens, de répondre à ces nouveaux besoins et elle a montré une réelle capacité d'adaptation et d'innovation en temps de crise. Le cofinancement est l'une des solutions qu'elle a proposées pour les projets d'envergure des pays en voie de développement.

Un accord de cofinancement associant des capitaux en provenance de plusieurs sources :

- banques multilatérales de développement (telles que la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement)
- organismes d'aide au développement (tel l'ACDI)
- organismes de financement des exportations (telle la Société d'expansion des exportations)
- enfin, banques privées.

Le cofinancement a pris plus d'importance au cours des dernières années parce que, souvent, un projet de développement exige des capitaux tels qu'aucun bailleur de fonds n'est en mesure de le financer à lui seul. Il permet d'utiliser d'une manière plus efficace et plus économique les ressources limitées de la communauté financière internationale. L'ACDI, la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et les banques privées canadiennes participent très activement à ces ententes financières.

United Tire obtient un contrat avec la Roumanie

La United Tire & Rubber Company Limited de Rexdale (Ontario) a conclu un contrat grâce à la Corporation commerciale canadienne (CCC). Ce contrat porte sur la fourniture de pneus tout terrain et de chambres à air (306 000 \$(U.S.) à la Danubania, société d'État roumaine qui fabrique du caoutchouc, des manières plastiques, des pneus et des chambres à air.

Conclu au nom de la United Tire par la Corporation commerciale canadienne, le contrat est l'aboutissement des efforts déployés par la United Tire depuis un an. C'est la première fois que la Roumanie signe un contrat avec la CCC.

La United Tire est une société entièrement canadienne dont les ramifications internationales sont telles que la moitié de ses revenus proviennent des ventes effectuées sur 60 marchés étrangers.

La CCC facilite les ventes à l'exportation en sa qualité de mandataire principal dans les transactions intergouvernementales. Elle règle ses fournisseurs réguliers dans un délai de trente jours et les petits fournisseurs (de moins de cent employés ou ayant un chiffre d'affaires inférieur à cinq millions de dollars) dans un délai de quinze jours, à moins que le contrat ne stipule des modalités différentes.